

"Walter Maguire: L'aide américaine à l'Europe" dans Cahiers du Monde nouveau (Juin-Juillet 1948)

Légende: En juin 1948, l'avocat Walter Maguire, observateur américain au congrès de l'Europe à La Haye, souligne l'intérêt des États-Unis pour le processus d'unification européenne et insiste sur la collaboration nécessaire entre l'Europe unie et l'Amérique.

Source: Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. Juin-Juillet 1948, n° 6; 4e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"walter_maguire_l_aide_americaine_a_l_europe"_dans_cahiers_du_monde_nouveau_juin_juillet_1948-fr-86d61c59-ecdb-4e48-ad85-9734f085fa92.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'aide américaine à l'Europe

L'Amérique porte en ce moment, comme jamais par le passé, un intérêt vital à l'Europe. Les raisons de cet intérêt ne sont pas difficiles à comprendre. Nous nous intéressons à l'Europe parce que la presque totalité de nos citoyens sont de souche européenne, et que c'est le Vieux Monde qui nous a transmis l'héritage chrétien et gréco-romain d'une civilisation libérale. Nous nous savons partie intégrante du courant continu de progrès humain qui s'est déroulé au cours des âges. Nous savons que c'est par l'intermédiaire des peuples d'Europe que nous sont venues les institutions et les idées qui orientent notre pensée et notre vie. Nous sommes persuadés qu'un apport culturel de haute valeur nous parviendra toujours d'une Europe libre, surtout dans le domaine de la musique, de l'art, de la littérature, des sciences et des inventions de l'esprit.

*

Deux fois depuis 1914 nous avons été invités à prendre une part active aux affaires européennes, tant militairement qu'économiquement — au prix de lourds sacrifices en vies humaines et en ressources matérielles — pour prévenir la domination du continent par une seule puissance.

En 1916, nous avons constaté qu'il était impossible de nous tenir à l'écart de la lutte qui se déroulait en Europe. Nous nous sommes rendu compte que le maintien de l'indépendance des pays d'Europe occidentale était une condition essentielle de notre salut. Néanmoins, après avoir aidé ces pays à maintenir ou à recouvrer leur liberté, nos chefs ont décidé de ne pas collaborer par l'intermédiaire de la Société des Nations à la sauvegarde de cette liberté, parce qu'ils se figuraient que le désir de la majorité de notre peuple était de se tenir à l'écart de ce qu'on appelle les « empêtrlements étrangers ».

En 1938, l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie, suivie de près par celle de la Pologne, nous a prouvé qu'une menace nouvelle s'était dressée, et l'invasion des Pays-Bas, de la Belgique et de la France au printemps de 1940 a mis fin à nos sentiments de détachement à l'égard de l'Europe. A partir de ce moment, nous avons compris qu'il importait d'appuyer l'Angleterre et tous les autres pays résolus à prêter leur concours pour la défaite de l'ennemi commun.

Nos efforts conjugués ont eu pour résultat, une fois de plus, une victoire militaire. Nos hommes d'État ont espéré que de cette entreprise commune il résulterait un effort commun de reconstruction continentale, en sorte que tous les peuples d'Europe soient à même de remettre sur pied leur économie et d'améliorer leurs conditions de vie. Mais cet espoir ne s'est pas réalisé.

Nous nous intéressons également au relèvement de l'Europe et au maintien de la paix d'un point de vue économique. Tandis que le volume de notre commerce extérieur est minime par rapport à notre commerce national, il n'en constitue pas moins une partie essentielle de notre économie, partie qui permet d'assurer à nos concitoyens un travail régulier, car le commerce extérieur ne peut prospérer que dans un monde où règne la paix.

Enfin nous avons le ferme espoir que la reconstruction de l'Europe occidentale pourra exercer sur l'Europe orientale une influence profonde et bienfaisante, et que les peuples de l'Est seront en mesure de s'unir à ceux de l'Ouest pour leur bien commun avant qu'il ne soit trop tard.

*

Dans certains milieux, une allégation s'est répandue, selon laquelle les États-Unis seraient une puissance « impérialiste ». Toute collaboration avec eux dans la reconstruction d'une économie européenne vigoureuse serait suivie de l'exploitation de l'Europe à son détriment.

C'est là une accusation déloyale.

Par notre nature même, nous ne sommes pas impérialistes, nous autres Américains. Nos citoyens n'ont pas le tempérament agressif d'une nation conquérante. Nous avons horreur de la guerre, et nous croyons que

l'honneur national est basé sur la loyauté nationale. Nous ne convoitons aucune partie de l'Europe, aucune colonie européenne. Nous habitons un continent qui n'est pas encore pleinement peuplé, où nous serons, pendant de longues générations, à même de nous étendre.

Notre nation a pris naissance après avoir âprement lutté pour se libérer d'une politique d'exploitation coloniale. D'ailleurs, la protection que nous avons accordée aux républiques sud-américaines — au moment où elles ont conquis leur indépendance — contre les immixtions de la Sainte-Alliance ; l'aide que nous avons fournie au peuple cubain et à celui des Iles Philippines pour qu'ils atteignent à une indépendance complète ; notre renoncement à toute expansion coloniale à la fin des deux guerres mondiales ; les restrictions que nous avons volontairement imposées à notre puissance navale à la Conférence de Washington en 1921 ; enfin, notre prompte démobilisation après les deux grandes guerres prouvent à l'évidence que l'accusation d'« impérialisme » tombe à faux...

Nous ne désirons exporter ni notre système politique ni notre système économique. Nous sommes prêts à collaborer avec n'importe quel système qui est fondé sur une base véritablement démocratique et où soient respectés les droits fondamentaux et les libertés essentielles de la personne humaine. Nous serons heureux de collaborer dans ce cadre avec tous les pays dont les citoyens recherchent pour eux-mêmes et pour leurs enfants un niveau de vie plus élevé, et sont résolus à fournir l'effort nécessaire pour atteindre ce but.

Nous espérons — et nous croyons — que la coopération économique dans le cadre du Programme de Reconstruction de l'Europe (en d'autres mots, du Plan Marshall) sera utile aussi bien aux États-Unis qu'aux pays européens. Mais il est évident que les avantages que l'Amérique pourra en retirer seront faibles, comparés à ceux dont bénéficieront les pays que nous voulons aider. La condition à laquelle cette aide est subordonnée, c'est que les peuples européens devront collaborer pour confronter leurs problèmes et rechercher ensemble des solutions valables : la stabilisation de la monnaie, l'augmentation de la production, qui figurent parmi les fins à atteindre, ne sauraient être qualifiées de conditions « rigoureuses ».

Si notre idéalisme est réel, nous sommes aussi un peuple pratique — et reconnu comme tel. Ce qui a permis l'essor économique de notre vaste pays, c'est la manière de vivre américaine, — basée sur l'initiative et sur les « risques et périls » personnels, — grâce à laquelle le citoyen américain moyen a pu atteindre à un niveau de vie beaucoup plus élevé que celui de n'importe quel autre pays. On peut évidemment attribuer ce fait à nos vastes ressources naturelles. Mais ce n'est pas là une explication suffisante du résultat obtenu. L'Amérique du Sud et l'ensemble des régions de la Russie et de la Sibérie ont, elles aussi, de vastes ressources. Leur exploitation a commencé bien avant celle de l'Amérique du Nord — mais avec un résultat totalement différent. La différence fondamentale semblerait consister dans l'importance considérable que nous avons donnée, dans notre économie, à l'initiative personnelle.

Cet esprit d'initiative et ce sens des affaires n'excluent pas, chez le peuple américain, le sens de la valeur personnelle et le respect de l'individu. Nous offrons à tous la possibilité de s'instruire, et nous ne connaissons pas de divisions de classes ni de jalousies mesquines. Nous respectons l'opinion de la majorité, et, lorsqu'un parti politique échoue après une campagne électorale passionnée, il s'incline et attend les prochaines élections...

Le peuple américain jouit et de la paix et de la liberté religieuses. Sans trop se préoccuper de théologie, il s'intéresse à la religion dans la mesure où elle donne une réponse aux grandes questions de la vie. Il existe, au sein de toutes les confessions religieuses, une croyance profonde à la Paternité divine et à la fraternité entre les hommes.

C'est là ce qui permet de comprendre la générosité américaine. L'Américain moyen se rend compte qu'il est de son devoir de secourir son prochain.

Nous aimons aider ceux qui s'aident eux-mêmes. Nous estimons que fournir un emploi, grâce auquel les hommes puissent pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, vaut mieux que de leur faire l'aumône.

Nous cherchons à aider l'Europe à se remettre sur pied, mais nous ne voulons pas dépenser notre argent en

vain. Nous sommes persuadés que notre aide permettra aux peuples européens de commencer leur effort de reconstruction, mais nous comptons sur leur propre initiative, sur leur esprit entreprenant, pour qu'ils s'aident eux-mêmes, une fois le départ donné. Les Européens seuls peuvent sauver l'Europe.

Le fait que le programme de reconstruction de l'Europe ne soit pas une politique mise au point et menée à bien par les Américains seuls devrait réconforter les Européens et leur donner un sentiment d'assurance. De plus, il ne faut pas chercher l'origine de cette politique chez un seul de nos partis. Puisqu'elle est soutenue et par les démocrates et par les républicains, il est certain qu'elle ne sera pas désavouée si l'un ou l'autre de ces partis subit une défaite électorale. Cette grande « aventure de la science du gouvernement » résulte des efforts conjugués de nos deux grands partis. Par là, sa continuité est assurée, quels que soient les résultats du scrutin de cet automne. Les vues de M. Vandenberg et de M. Herter sont celles de la grande majorité du parti républicain, et aucun changement éventuel dans le gouvernement de notre pays n'est susceptible de modifier en rien la participation de l'Amérique.

Pour restaurer la stabilité dans le monde, nous estimons qu'il faut une Europe unie vouée à la cause de la paix, et nous jugeons qu'il est temps de réaliser au plus vite cette unification de l'Europe. S'il est impossible, d'entraîner, dès le début, toute l'Europe, nous pensons qu'il incombe aux États européens ayant participé au Congrès de La Haye de faire le premier pas, laissant à plus tard, lorsque des conditions plus favorables permettront sa réalisation, la question de l'unification complète.

Durant un certain nombre d'années après notre libération, nous nous sommes permis en Amérique le luxe de treize États dits souverains, bien que chacun d'eux fût relativement impuissant, considéré par lui-même. L'examen de notre Convention constitutionnelle de 1787 montre que bien des États n'acceptaient qu'à contre-cœur l'idée de transférer à l'Union fédérale projetée une part suffisante de leur souveraineté pour permettre à celle-ci de fonctionner d'une façon efficace.

Une Fédération européenne devra posséder l'autorité nécessaire pour agir efficacement et pour canaliser les ressources combinées de tous les États membres en vue de réaliser leur sécurité et leur relèvement collectifs.

Nous, citoyens des États-Unis, applaudirons aux efforts des peuples européens pour la réalisation de leur unité. Nous estimons qu'ils pourront, ce faisant, affermir leur position, écarter la menace de la guerre, faire renaître leur commerce et leurs affaires, maintenir la diversité de leurs cultures et élever leur niveau de vie. Avec une associée puissante et agissante, telle que cette forte Europe unie, nous, Américains, pourrons collaborer à la construction d'un monde meilleur, maintenir et enrichir encore notre héritage culturel et améliorer progressivement le niveau de vie des hommes, des femmes et des enfants du monde entier.

WALTER MAGUIRE.